

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 1949

Proposition de loi réglant le statut et les traitements du personnel
des écoles moyennes de l'État.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Jusque peu de temps avant la guerre, le professeur d'école moyenne — l'éducateur des classes bourgeoises — ne pouvait vivre sans s'imposer de déprimants labeurs, souvent très préjudiciables à sa santé. Ce n'est qu'en 1912, après une campagne menée pendant plus de vingt ans par la Fédération de l'enseignement moyen, que des règles d'avancement plus favorables lui furent appliquées.

Les nouveaux barèmes de traitements constituaient une sérieuse amélioration de la situation du personnel enseignant des écoles moyennes; ils n'étaient cependant pas à l'abri de toute critique. C'est ainsi qu'ils consacraient une différence non justifiée entre le traitement du directeur et celui du régent, deux catégories d'agents, ordinairement de même valeur, possédant les mêmes titres, mais dont le premier avait eu plus de chance que son collègue.

Aujourd'hui, hélas! les traitements de 1912 ont cessé d'être en rapport avec les conditions matérielles de l'existence, définies et prévues par les économistes les moins pessimistes et tout récemment traduites en chiffres par le Département des Affaires Économiques.

Une réforme des traitements s'impose; partout on l'a reconnu, pour les agents de l'État comme pour les travailleurs.

Les traitements doivent être relevés :

1° Pour permettre au personnel de faire face aux exigences de la vie actuelle. Les prix d'avant-guerre ne reviendront plus. L'indemnité pour cherté de vie n'est qu'un palliatif temporaire. Ce qui peut remédier à la vie chère, ce sont des traitements convenables sur lesquels porte la retenue légale servant à constituer une pension de retraite suffisante ;

2° Pour mettre les traitements des professeurs d'école moyenne en harmonie avec ceux des autres fonctionnaires, qui, sans avoir fait plus de sacrifices, sans posséder un savoir plus complet, ni des connaissances plus étendues, arrivent à des traitements notablement supérieurs.

3° Pour que le professeur d'école moyenne puisse tenir son rang et qu'il ne soit plus un objet de pitié humiliante pour les parents de ses élèves ;

4° Pour que son traitement lui permette de se consacrer à l'instruction et à l'éducation de ses élèves, et de travailler à son propre perfectionnement ;

5° Pour assurer un bon recrutement du personnel. Il est avéré que le nombre de candidats professeurs fléchit chaque année ; c'est là un sérieux danger pour nos écoles moyennes.

*
* *

En matière d'enseignement, tout comme en matière d'industrie ou de commerce, la question du recrutement du personnel subit la loi de l'offre et de la demande. Si le Gouvernement rétribue largement ses professeurs, il trouvera des agents capables, à la hauteur de leur mission.

Les écoles de l'État doivent fournir un enseignement *type*, écrivait un jour le Ministre qui avait dans ses attributions l'instruction publique. Il lui faut donc un personnel d'élite. C'est pourquoi il importe de prendre des mesures pour recruter les professeurs parmi les meilleurs éléments, parmi ceux qui — après leurs études normales — auront subi avec succès un examen devant un *jury central* offrant toute garantie de capacité et d'impartialité.

Au surplus, un intérêt public considérable est en jeu : la préparation — bonne ou mauvaise — de la jeunesse belge, des citoyens de demain. Or cette préparation est gravement compromise si les meilleures intelligences s'écartent de l'enseignement pour courir à des fonctions plus respectées et mieux rémunérées, n'y laissant que les médiocres et les incapables !

*
* *

S'associant au cri peu suspect de Godefroid Kurth, « *les emplois aux plus dignes et non aux mieux pistonnés* », les professeurs veulent secouer une bonne fois tout vasselage politique. Conformément au discours du Trône, qui déclare « que les lois et leur exécution doivent concourir à faire de l'abandon des divisions philosophiques dans la vie civile et politique une réalité »,

il faut que toute recommandation soit réprouvée et considérée par l'autorité supérieure comme une atteinte à sa loyauté patriotique.

Il importe que les nominations et l'avancement se fassent normalement, sans favoritisme, d'après des règles bien établies, et que les agents qui se croient lésés puissent en appeler à des arbitres choisis, en partie du moins, par leurs pairs. C'est le moyen d'éviter le découragement et le mécontentement chez le personnel, et de lui donner la confiance et le calme nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Ce sont là les principales considérations qui nous ont inspirés en déposant la proposition de loi relative à la situation des professeurs de nos écoles moyennes.

ADOLPHE BUYL.

Proposition de loi réglant le statut et les traitements du personnel des écoles moyennes de l'État.

Recrutement.

ARTICLE PREMIER.

Les professeurs d'école moyenne sont recrutés parmi les porteurs du diplôme de professeur agrégé de l'enseignement moyen du second degré. Si le nombre des détenteurs de ce diplôme est insuffisant, il peut être fait appel, pour les sections préparatoires, à des porteurs du diplôme d'instituteur primaire.

ART. 2.

Ne sont valables (tant pour les instituteurs de la section préparatoire que pour les régents de la section moyenne) que les diplômes délivrés à la suite d'un examen passé devant un jury central offrant toute garantie de capacité et d'impartialité.

ART. 3.

L'ordre des nominations sera celui du classement par le jury central.

Il appartient au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour éviter l'encombrement de la carrière, en limitant aux besoins de l'enseignement officiel le nombre des diplômes à délivrer.

Aucun candidat ne pourra être nommé

Wetsvoorstel tot regeling van het statuut en van de wedden der leerkrachten van 's Rijks middelbare scholen.

Benoeming.

EERSTE ARTIKEL.

De leeraars aan middelbare scholen worden benoemd onder de houders van het diploma van geaggregeerd leeraar van het middelbaar onderwijs, 2^e graad. Is het getal houders van dit diploma ontoereikend, dan kunnen, voor de voorbereidende afdeelingen, worden benoemd zij, die in bezit zijn van een diploma van lager onderwijzer.

ART. 2.

Zijn alleen geldig (zoowel voor de onderwijzers der voorbereidende afdeeling als voor de regenten der middelbare afdeeling) de diploma's verkregen ten gevolge van een examen voor een middenjury, die alle waarborgen van bekwaamheid en onpartijdigheid oplevert.

ART. 3.

De benoemingen geschieden in dezelfde volgorde als die der rangschikking door de middenjury.

De Regeering dient de noodige maatregelen te treffen om te vermijden dat er te veel leerkrachten zouden zijn; daartoe beperkt zij het getal uit te reiken diploma's tot de behoeften van het officieel onderwijs.

Geen candidaat kan in het officieel

dans l'enseignement moyen officiel avant que ceux des promotions précédentes n'aient été placés.

middelbaar onderwijs worden benoemd voordat de vroeger gediplomeerde candidaten zijn geplaatst.

Traitements.

Jaarwedden.

ART. 4.

ART. 4.

Les traitemens du personnel enseignant des écoles moyennes officielles sont réglés d'après le barème suivant :

De jaarwedden van de leerkrachten der officieele middelbare scholen worden geregeld naar den volgende rooster :

I. DIRECTEURS ET RÉGENTS :

I. BESTUURDERS EN REGENTEN :

Traitement initial : 4,000 francs ;

Aanvangswedde : 4,000 frank ;

Vingt-cinq augmentations annuelles de 200 francs.

Vijf en twintig jaarlijksche verhoogingen van 200 frank.

II. INSTITUTEURS DE CARRIÈRE :

II. BEROEPSONDERWIJZERS :

Traitement initial : 3,600 francs ;

Aanvangswedde : 3,600 frank ;

Dix augmentations annuelles de 200 francs et seize augmentations annuelles de 150 francs.

Tien jaarlijksche verhoogingen van 200 frank en zestien jaarlijksche verhoogingen van 150 frank.

III. PROFESSEURS SPÉCIAUX :

III. BIJZONDERE LEEAARS :

Traitement annuel initial par heure hebdomadaire : 150 francs ;

Aanvangswedde per jaar voor elk uur per week : 150 frank ;

Traitement maximum : 300 francs ;

Maximum-wedde : 300 frank.

Cinq augmentations quinquennales de 30 francs par heure hebdomadaire.

Vijf vijfjaarlijksche verhoogingen van 30 frank voor elk uur per week.

Les directeurs, régents et instituteurs de carrière jouiront, en outre, d'une indemnité de résidence égale à celle qui est accordée au personnel de l'enseignement primaire.

De bestuurders, regenten en beroeps-onderwijzers trekken bovendien eene huishuurvergoeding van gelijk bedrag als die verleend aan de leerkrachten van het lager onderwijs.

ART. 5.

ART. 5.

Les délais fixés pour l'octroi des augmentations de traitement prévus à l'article précédent pourront être prorogés par le Gouvernement si le titulaire laisse à désirer dans l'exercice de ses fonctions ou sous le rapport de la conduite.

Tot het verleenen van de bij voorgaand artikel voorziene weddeverhoogingen kunnen door de Regeering langere termijnen worden gesteld, indien de belanghebbende te wenschen over laat in de uitoefening van zijn ambt of wat betreft het gedrag.

Dans ce cas, l'intéressé aura droit d'appel à un conseil d'arbitrage qui comprendra au moins un de ses collègues, membre du syndicat des professeurs de l'enseignement moyen officiel.

ART. 6.

Une allocation annuelle, susceptible de retenue, est accordée aux professeurs pour chaque diplôme pédagogique qu'ils possèdent en surplus de celui qui est requis pour l'exercice de leurs fonctions.

ART. 7.

Le nombre maximum des heures de leçons hebdomadaires est fixé pour les directeurs à 10, pour les régents à 22, pour les instituteurs à 25. Au delà de ces maxima, les titulaires jouiront d'une indemnité de 150 francs par heure hebdomadaire.

ART. 8.

Les candidats diplômés non pourvus de place au début d'une année scolaire sont attachés à une école moyenne officielle où ils remplissent les fonctions de surveillants-stagiaires. Ils jouissent d'un traitement de 3,600 francs. Le directeur pourra les charger d'un certain nombre d'heures de leçons, d'une partie de la surveillance et du remplacement des professeurs absents.

ART. 9.

Parmi le personnel enseignant des écoles moyennes, il y a trois grades

In dit geval heeft de belanghebbende het recht, in beroep te komen bij een scheidsraad waarin ten minste één zijner ambtgenooten, lid van het syndicaat der leeraars van het officieel middelbaar onderwijs, zitting heeft.

ART. 6.

Een jaarlijksche bijslag, voor afhouding vatbaar, wordt aan de leeraars toegekend voor elk paedagogisch diploma, waarvan zij houder zijn buiten het diploma, dat tot het uitoefenen van hun ambt is vereischt.

ART. 7.

Het hoogste getal lesuren per week wordt vastgesteld op 10 voor de bestuurders, op 22 voor de regenten, op 25 voor de onderwijzers. Worden die getallen overschreden, dan bekomen de belanghebbenden eene vergoeding van 150 frank voor elk uur per week.

ART. 8.

De gediplomeerde kandidaten, die tot eene plaats niet zijn benoemd bij den aanvang van een schooljaar, worden aangewezen voor eene officieele middelbare school, waar zij het ambt van studiemeester op proef waarnemen. Zij trekken eene wedde van 3,600 frank. De bestuurder kan hen gelasten, een zeker getal uren les te geven, de bewaking gedeeltelijk te verzekeren en de afwezige leeraars te vervangen.

ART. 9.

Onder de leerkrachten van de middelbare scholen zijn er, buiten de beroeps-

(non compris les instituteurs de carrière et les professeurs spéciaux) : 1° celui de professeur de la section préparatoire; 2° celui de régent de la section moyenne; 3° celui de directeur. Le même barème de traitements est appliqué aux agents des trois grades.

a) Les professeurs sont nommés au premier grade dans l'ordre de leur classement par le jury central, avec faculté de choisir parmi les places vacantes.

b) Ils passent au deuxième grade au fur et à mesure des besoins et dans le même ordre, sauf démerite ou renonciation au grade de régent.

c) Ils peuvent être nommés, sauf démerite ou renonciation au grade de directeur à partir de leur 45^e année d'âge et après au moins vingt ans de service dans l'enseignement officiel.

La nomination au troisième grade ne résulte pas du seul classement initial, mais en outre d'un ordre déterminé à la suite des rapports de l'inspection et de la direction.

Dans chaque grade, les intéressés ont le droit de connaître leur numéro de classement.

Au cas où par suite de la pénurie de places de directeur, un régent ne pourrait être nommé à ce grade avant l'âge de 50 ans, il serait nommé directeur à titre personnel.

Après vingt-six années de service, les directeurs, les régents et les instituteurs méritants jouiront d'une indemnité de fin de carrière équivalente à 20 % de leur traitement principal.

onderwijzers en de bijzondere leeraars, drie graden : 1° die van leeraar der voorbereidende afdeeling; 2° die van regent der middelbare afdeeling; 3° die van bestuurder. Dezelfde wedderooster geldt voor de leerkrachten der drie graden.

a) De leeraars worden tot den eersten graad benoemd in de volgorde hunner rangschikking door de middenjury; zij hebben het recht te kiezen onder de openstaande plaatsen.

b) Zij gaan tot den tweeden graad over naar gelang van de behoeften en in dezelfde volgorde, behalve wanneer zij zich onverdienselijk maken of van den graad van regent afzien.

c) Vanaf den leeftijd van 45 jaar en na ten minste twintig jaren dienst in het officieel onderwijs kunnen zij tot den graad van bestuurder worden benoemd, behalve wanneer zij zich onverdienselijk maken of van dien graad afzien.

De benoeming tot den derden graad is gegrond, niet op de aanvankelijke rangschikking alleen, doch ook op eene volgorde, naar de verslagen van het toezicht en het bestuur bepaald.

In elken graad zijn de belanghebbenden gerechtigd om kennis te nemen van hun rangnummer.

Wanneer een regent, bij gebrek aan plaatsen van bestuurder, tot dezen graad niet mocht kunnen benoemd worden vóór den leeftijd van 50 jaar, wordt hij benoemd tot bestuurder ten persoonlijke titel.

Na zes en twintig jaren dienst bekomen de verdienstelijke bestuurders, regenten en onderwijzers eene vergoeding wegens laatsten diensttijd, gelijkstaande met 20 % van hunne hoofdwedde.

ART. 10.

Le personnel enseignant des écoles moyennes jouit de toutes les libertés politiques, y compris l'éligibilité.

ART. 10.

De leerkrachten van de middelbare scholen hebben het genot van al de politieke vrijheden, met inbegrip van de verkiesbaarheid.

ADOLPHE BUYL.

FERNAND COCQ.

WAUWERMANS.

L. PÉPIN.

JOS. BOLOGNE.

NICOLAS GOBLET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 SEPTEMBER 1919.

Wetsvoorstel tot regeling van het statuut en van de wedden der leerkrachten
van 's Rijks middelbare scholen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Nog in de jongste tijden vóór den oorlog kon de leeraar aan de middelbare school — die de opvoeder van de burgerklasse is — niet bestaan zonder zich een uitputtenden arbeid, meesttijds ten nadeele zijner gezondheid, op te leggen. Slechts in 1912, na een meer dan twintigjarigen strijd gevoerd door den Bond van het Middelbaar Onderwijs, werd eene meer voordeelige regeling van bevordering te zijnen behoeve ingevoerd.

De nieuwe wedderoosters brachten eene ernstige verbetering in den toestand der leerkrachten van 's Rijks middelbare scholen; zij waren echter niet van alle bezwaar vrij te pleiten. Zij maakten namelijk een niet gegrond onderscheid tusschen de jaarwedde van den bestuurder en die van den regent, waarvan beiden gewoonlijk dezelfde waarde, dezelfde titels hebben, doch waarvan de eerste meer geluk heeft gehad dan zijn ambtgenoot.

Eilaas! heden hebben de jaarwedden van 1912 opgehouden in overeenstemming te zijn met de stoffelijke levensvereischen, zooals die door de minst zwaarmoedige economisten worden bepaald en voorzien en nog onlangs door het Departement van Economische Zaken in cijfers omgezet werden.

De wedderooster dient te worden herzien; overal heeft men de noodzakelijkheid daarvan ingezien, zoowel voor de Staatsambtenaren als voor de arbeiders.

De jaarwedden moeten verhoogd worden :

1° Opdat het personeel het hoofd kunne bieden aan de huidige levensvereischen. De prijzen van vóór den oorlog beleven wij nooit meer. De

duurtebijslag is slechts een tijdelijk hulpmiddel. Alleen eene behoorlijke jaarwedde, waarvan de wettelijke afhoudingen voor een toereikend pensioen worden gedaan, kan de levensduurte verhelpen;

2° Om de jaarwedden der leerkrachten van de middelbare scholen in overeenstemming te brengen met die van de overige ambtenaren; dezen, zonder meer opofferingen te hebben gedaan, zonder een vollediger wetenschap of meer uitgebreide kundigheden te bezitten, bekomen veel hoogere jaarwedden;

3° Opdat de leeraar aan de middelbare school volgens zijn stand kunne leven en bij de ouders zijner leerlingen niet langer een voorwerp van vernederende erbarming zijn zou;

4° Opdat zijne jaarwedde hem toelate, zich gansch aan het onderricht en de opvoeding zijner leerlingen te wijden en tot zijn eigene vervolmaking bij te dragen;

5° Om een degelijke aanwerving van leerkrachten te verzekeren. Het is een bewezen feit, dat het aantal candidaat-professoren elk jaar afneemt; daarin ligt een groot gevaar voor ons middelbaar onderwijs.

*
* *

Op het gebied van het onderwijs, evenals op dit van de nijverheid en van den handel, ondergaat de aanwerving van het leerpersoneel de wet van vraag en aanbod. Indien de Regeering aan hare leeraars eene flinke jaarwedde verleent, zullen bekwame mannen, volkomen op de hoogte hunner taak, zich tot hare beschikking stellen.

De Staatsscholen moeten een modelonderwijs leveren, zoo schreef eens de Minister van Openbaar Onderwijs. Daartoe is een keurpersoneel noodig. Daarom dient men maatregelen te treffen om de leeraars aan te werven onder de best geschoolden, onder hen die, na het voltrekken van hunne normaal-studiën, met vrucht een examen hebben ondergaan voor een middenjury, welke alle waarborgen van degelijkheid en onpartijdigheid oplevert.

Overigens, het geldt een aanzienlijk algemeen belang: de goede of slechte opleiding van de Belgische jeugd, van de aankomende burgers. Nu, deze opleiding is ernstig in gevaar, zoo de beste hoofden afzien van het leeraarschap om meer geachte en beter bezoldigde ambten aan te nemen, en alleen de minderwaardigen en de onbekwamen daartoe beschikbaar laten.

*
* *

De leeraars willen, eens voor goed, het politieke knechtschap van de schouders werpen, en daarom herhalen zij den kreet van Godefroid Kurth, die niet verdacht zal schijnen: « *de ambten voor de waardigsten en niet voor de best gekruiden.* » In overeenstemming met de Troonrede, welke verklaart « dat de wetten en dezer uitvoering behooren samen te werken om van deze

beginselen (van alle wijsgeerige verdeeldheid in het burgerlijk en politiek leven af te zien) eene werkelijkheid te maken.» , behoort elke aanbeveling te worden afgewezen en door de hooge overheid te worden aangezien als een aanslag op hare vaderlandsche eerlijkheid.

De benoëmingen en de bevorderingen moeten normaal geschieden, zonder begunstiging, naar wel vastgestelde regelen, en de leeraars, die zich bena-deeld achten, moeten zich kunnen beroepen op scheidsrechters, althans voor een deel door hunne ambtgenooten aangesteld. Zóó zal men de ontmoediging en de ontevredenheid onder het personeel vermijden, zóó zal men daaraan het vertrouwen en de kalmte schenken, die het voor zijne taak zoozeer noodig heeft.

Dat zijn de voornaamste beschouwingen, waarop wij steunden bij het indienen van het wetsvoorstel betreffende den toestand van de leeraars aan onze middelbare scholen.

ADOLF BUYL.

Proposition de loi réglant le statut et les traitements du personnel des écoles moyennes de l'État.

Recrutement.

ARTICLE PREMIER.

Les professeurs d'école moyenne sont recrutés parmi les porteurs du diplôme de professeur agrégé de l'enseignement moyen du second degré. Si le nombre des détenteurs de ce diplôme est insuffisant, il peut être fait appel, pour les sections préparatoires, à des porteurs du diplôme d'instituteur primaire.

ART. 2.

Ne sont valables (tant pour les instituteurs de la section préparatoire que pour les régents de la section moyenne) que les diplômes délivrés à la suite d'un examen passé devant un jury central offrant toute garantie de capacité et d'impartialité.

ART. 3.

L'ordre des nominations sera celui du classement par le jury central.

Il appartient au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour éviter l'encombrement de la carrière, en limitant aux besoins de l'enseignement officiel le nombre des diplômes à délivrer.

Aucun candidat ne pourra être nommé

Wetsvoorstel tot regeling van het statuut en van de wedden der leerkrachten van 's Rijks middelbare scholen.

Benoeming.

EERSTE ARTIKEL.

De leeraars aan middelbare scholen worden benoemd onder de houders van het diploma van geaggregeerd leeraar van het middelbaar onderwijs, 2^e graad. Is het getal houders van dit diploma ontoereikend, dan kunnen, voor de voorbereidende afdeelingen, worden benoemd zij, die in bezit zijn van een diploma van lager onderwijzer.

ART. 2.

Zijn alleen geldig (zoowel voor de onderwijzers der voorbereidende afdeeling als voor de regenten der middelbare afdeeling) de diploma's verkregen ten gevolge van een examen voor eene middenjury, die alle waarborgen van bekwaamheid en onpartijdigheid oplevert.

ART. 3.

De benoemingen geschieden in dezelfde volgorde als die der rangschikking door de middenjury.

De Regeering dient de noodige maatregelen te treffen om te vermijden dat er te veel leerkrachten zouden zijn; daartoe beperkt zij het getal uit te reiken diploma's tot de behoeften van het officieel onderwijs.

Geen candidaat kan in het officieel

dans l'enseignement moyen officiel avant que ceux des promotions précédentes n'aient été placés.

middelbaar onderwijs worden benoemd voordat de vroeger gediplomeerde candidaten zijn geplaatst.

Traitements.

Jaarwedden.

ART. 4.

ART. 4.

Les traitements du personnel enseignant des écoles moyennes officielles sont réglés d'après le barème suivant :

De jaarwedden van de leerkrachten der officieele middelbare scholen worden geregeld naar den volgende rooster :

I. DIRECTEURS ET RÉGENTS :

I. BESTUURDERS EN REGENTEN :

Traitement initial : 4,000 francs ;

Aanvangswedde : 4,000 frank ;

Vingt-cinq augmentations annuelles de 200 francs.

Vijf en twintig jaarlijksche verhoogingen van 200 frank.

II. INSTITUTEURS DE CARRIÈRE :

II. BEROEPSONDERWIJZERS :

Traitement initial : 3,600 francs ;

Aanvangswedde : 3,600 frank ;

Dix augmentations annuelles de 200 francs et seize augmentations annuelles de 150 francs.

Tien jaarlijksche verhoogingen van 200 frank en zestien jaarlijksche verhoogingen van 150 frank.

III. PROFESSEURS SPÉCIAUX :

III. BIJZONDERE LEEAARS :

Traitement annuel initial par heure hebdomadaire : 150 francs ;

Aanvangswedde per jaar voor elk uur per week : 150 frank ;

Traitement maximum : 300 francs ;

Maximum-wedde : 300 frank.

Cinq augmentations quinquennales de 30 francs par heure hebdomadaire.

Vijf vijfjaarlijksche verhoogingen van 30 frank voor elk uur per week.

Les directeurs, régents et instituteurs de carrière jouiront, en outre, d'une indemnité de résidence égale à celle qui est accordée au personnel de l'enseignement primaire.

De bestuurders, regenten en beroeps-onderwijzers trekken bovendien eene huishuurvergoeding van gelijk bedrag als die verleend aan de leerkrachten van het lager onderwijs.

ART. 5.

ART. 5.

Les délais fixés pour l'octroi des augmentations de traitement prévus à l'article précédent pourront être prorogés par le Gouvernement si le titulaire laisse à désirer dans l'exercice de ses fonctions ou sous le rapport de la conduite.

Tot het verleenen van de bij voorgaand artikel voorziene weddeverhoogingen kunnen door de Regeering langere termijnen worden gesteld, indien de belanghebbende te wenschen over laat in de uitoefening van zijn ambt of wat betreft het bedrag.

Dans ce cas, l'intéressé aura droit d'appel à un conseil d'arbitrage qui comprendra au moins un de ses collègues, membre du syndicat des professeurs de l'enseignement moyen officiel.

ART. 6.

Une allocation annuelle, susceptible de retenue, est accordée aux professeurs pour chaque diplôme pédagogique qu'ils possèdent en surplus de celui qui est requis pour l'exercice de leurs fonctions.

ART. 7.

Le nombre maximum des heures de leçons hebdomadaires est fixé pour les directeurs à 10, pour les régents à 22, pour les instituteurs à 25. Au delà de ces maxima, les titulaires jouiront d'une indemnité de 150 francs par heure hebdomadaire.

ART. 8.

Les candidats diplômés non pourvus de place au début d'une année scolaire sont attachés à une école moyenne officielle où ils remplissent les fonctions de surveillants-stagiaires. Ils jouissent d'un traitement de 3,600 francs. Le directeur pourra les charger d'un certain nombre d'heures de leçons, d'une partie de la surveillance et du remplacement des professeurs absents.

ART. 9.

Parmi le personnel enseignant des écoles moyennes, il y a trois grades

In dit geval heeft de belanghebbende het recht, in beroep te komen bij een scheidsraad waarin ten minste één zijner ambtgenooten, lid van het syndicaat der leeraars van het officieel middelbaar onderwijs, zitting heeft.

ART. 6.

Een jaarlijksche bijslag, voor athouding vatbaar, wordt aan de leeraars toegekend voor elk paedagogisch diploma, waarvan zij houder zijn buiten het diploma, dat tot het uitoefenen van hun ambt is vereischt.

ART. 7.

Het hoogste getal lesuren per week wordt vastgesteld op 10 voor de bestuurders, op 22 voor de regenten, op 25 voor de onderwijzers. Worden die getallen overschreden, dan bekomen de belanghebbenden eene vergoeding van 150 frank voor elk uur per week.

ART. 8.

De gediplomeerde kandidaten, die tot eene plaats niet zijn benoemd bij den aanvang van een schooljaar, worden aangewezen voor eene officieele middelbare school, waar zij het ambt van studiemeester op proef waarnemen. Zij trekken eene wedde van 3,600 frank. De bestuurder kan hen gelasten, een zeker getal uren les te geven, de bewaking gedeeltelijk te verzekeren en de afwezige leeraars te vervangen.

ART. 9.

Onder de leerkrachten van de middelbare scholen zijn er, buiten de beroeps-

(non compris les instituteurs de carrière et les professeurs spéciaux) : 1° celui de professeur de la section préparatoire; 2° celui de régent de la section moyenne; 3° celui de directeur. Le même barème de traitements est appliqué aux agents des trois grades.

a) Les professeurs sont nommés au premier grade dans l'ordre de leur classement par le jury central, avec faculté de choisir parmi les places vacantes.

b) Ils passent au deuxième grade au fur et à mesure des besoins et dans le même ordre, sauf démerite ou renonciation au grade de régent.

c) Ils peuvent être nommés, sauf démerite ou renonciation au grade de directeur à partir de leur 45^e année d'âge et après au moins vingt ans de service dans l'enseignement officiel.

La nomination au troisième grade ne résulte pas du seul classement initial, mais en outre d'un ordre déterminé à la suite des rapports de l'inspection et de la direction.

Dans chaque grade, les intéressés ont le droit de connaître leur numéro de classement.

Au cas où par suite de la pénurie de places de directeur, un régent ne pourrait être nommé à ce grade avant l'âge de 50 ans, il serait nommé directeur à titre personnel.

Après vingt-six années de service, les directeurs, les régents et les instituteurs méritants jouiront d'une indemnité de fin de carrière équivalente à 20 % de leur traitement principal.

onderwijzers en de bijzondere leeraars, drie graden : 1° die van leeraar der voorbereidende afdeling; 2° die van regent der middelbare afdeling; 3° die van bestuurder. Dezelfde wedderooster geldt voor de leerkrachten der drie graden.

a) De leeraars worden tot den eersten graad benoemd in de volgorde hunner rangschikking door de middenjury; zij hebben het recht te kiezen onder de openstaande plaatsen.

b) Zij gaan tot den tweeden graad over naar gelang van de behoeften en in dezelfde volgorde, behalve wanneer zij zich onverdienstelijk maken of van den graad van regent afzien.

c) Vanaf den leeftijd van 45 jaar en na ten minste twintig jaren dienst in het officieel onderwijs kunnen zij tot den graad van bestuurder worden benoemd, behalve wanneer zij zich onverdienstelijk maken of van dien graad afzien.

De benoeming tot den derden graad is gegrond, niet op de aanvankelijke rangschikking alleen, doch ook op eene volgorde, naar de verslagen van het Toezicht en het bestuur bepaald.

In elken graad zijn de belanghebbenden gerechtigd om kennis te nemen van hun rangnummer.

Wanneer een regent, bij gebrek aan plaatsen van bestuurder, tot dezen graad niet mocht kunnen benoemd worden vóór den leeftijd van 50 jaar, wordt hij benoemd tot bestuurder ten persoonlijke titel.

Na zes en twintig jaren dienst bekomen de verdienstelijke bestuurders, regenten en onderwijzers eene vergoeding wegens laatsten diensttijd, gelijkstaande met 20 % van hunne hoofdwedde.

ART. 10.

Le personnel enseignant des écoles moyennes jouit de toutes les libertés politiques, y compris l'éligibilité.

ART. 10.

De leerkrachten van de middelbare scholen hebben het genot van al de politieke vrijheden, met inbegrip van de verkiesbaarheid.

ADOLPHE BUYL.

FERNAND COCQ.

WAUWERMANS.

L. PÉPIN.

JOS. BOLOGNE.

NICOLAS GOBLET.

